Après leur victoire à Grenoble, les activistes pro-burkini d'Alliance citoyenne visent en priorité des villes sensibles à leur cause comme Lyon, Villeurbanne et des communes de Seine-Saint-Denis

20/05/2022 à 22h10



Après leur victoire à Grenoble, les militants visent en priorité des villes sensibles à leur cause, comme Lyon, Villeurbanne et des communes de Seine-Saint-Denis

L'un des membres de l'association, Elies Ben Azib, mandaté pour répondre à l'Opinion, ne fait pas de ronds de jambe : « Après Grenoble, nous travaillons sur Lyon et Villeurbanne. Une pétition a été remise. Nous avons rencontré les élus du Grand Lyon. Il y a une volonté d'éviter une tournure polémique ». Le Grenoblois poursuit : « En Ile-de-France, la priorité est

plutôt de permettre le hijab dans le sport. Une thématique que nous portons notamment en Seine-Saint-Denis, à Aubervilliers par exemple. Nous avons déposé une requête au Conseil d'Etat pour s'opposer au règlement de la Fédération française de foot interdisant le voile ».

Une autre membre de l'association, également contactée et qui requiert l'anonymat, complète : « A Lyon, notre collectif a aussi demandé que les personnes transgenres puissent porter n'importe quel maillot. Par exemple, un maillot couvrant pour les personnes en transition [qui changent de sexe] qui peuvent ne pas être à l'aise avec leurs corps. »

(…)

Pour la députée LREM Emilie Chalas, les méthodes d'Alliance citoyenne fonctionnent sur un modèle éprouvé. « Au départ, ils vont dans les quartiers populaires et s'emparent de sujets tels que le logement ou le handicap, affirmant vouloir soutenir les plus précaires. En fait, ils victimisent. Taha Bouhafs [natif d'Echirolles et éphémère candidat LFI pour les législatives dans le Rhône] en a fait la promotion. Ils sont aussi à l'origine du "Mois décolonial" qui vient d'avoir lieu à Grenoble et dénonce le "racisme systémique"», décrit la députée.
« Il n'y a que des coups à prendre dans ces dossiers. Les offensives, qu'elles soient pro burkini, burqa dans la rue ou hijab dans le sport, sont toujours instrumentalisées. Seuls les élus très attentifs et au clair sur la laïcité s'en sortent », analyse un préfet d'un département du sud. Dans le camp laïc, beaucoup regrettent que Grenoble n'ait pas suscité une plus grosse levée de boucliers. « Sous un fallacieux prétexte de liberté, Eric Piolle met en avant un symbole religieux d'oppression de la femme et un outil de propagande de l'islam politique », affirme Patrick Molinoz, délégué général du PRG, par ailleurs vice-président de l'Association des maires de France, qui regrette « une faible prise de conscience des enjeux ».

(…) L'Opinion

(Merci à *BB*)

En lien :

- *Le conseil municipal de Grenoble approuve le port du burkini dans les piscines, Wauquiez annonce la fin des subventions régionales (MàJ)*